

USAGERS, CONTRIBUABLES **VOTRE SERVICE PUBLIC EST EN DANGER !!**

Le gouvernement a lancé une offensive sans précédent contre le service public, contre le statut de la Fonction publique et contre les fonctionnaires. Il prévoit la suppression de 20.000 emplois aux Finances Publiques dans les trois ans, alors que 25 % des effectifs ont déjà été supprimés en 15 ans. Ces suppressions d'emplois ne permettent plus aux agents des finances de répondre correctement aux attentes des citoyens et le transfert vers le privé de certaines de nos missions est désormais envisagée.

Le service public c'est notre
patrimoine commun, ciment de notre pacte républicain
et de notre modèle social

Vouloir le détruire, comme le veut le gouvernement, constitue une véritable régression démocratique.

Le service public nous appartient, l'État en a simplement la garde.

Les missions de service public exercées par des fonctionnaires sous statut, ce sont d'abord des garanties pour chaque administré : neutralité, continuité, indépendance, responsabilité, égalité.

Les agentes et les agents de la Direction Générale des Finances Publiques exercent des missions essentielles pour la collectivité, donc pour tous les citoyens et toutes les citoyennes. L'accueil, le renseignement, l'accompagnement, mais aussi la lutte contre la fraude fiscale qui coûte chaque année 80 milliards d'euros au pays.

Les agents de la DGFIP exercent aussi un contrôle sur la dépense des deniers publics, donc sur la manière dont sont utilisés nos impôts.

En voulant remettre en cause le statut de la Fonction publique, en ayant recours aux contractuels ou en privatisant certaines missions, le gouvernement vous laisse à la merci du mercantilisme marchand. Nous passerions alors d'un service public gratuit à une prestation tarifée.

Les services publics sont financés par la solidarité nationale, donc par l'impôt. La contrepartie attendue à ce financement collectif de besoins sociaux, c'est bien sur la qualité du service rendu, sa disponibilité, sa proximité.

Or, c'est l'État qui a décidé depuis des décennies de supprimer des emplois, de baisser les budgets, de fermer des services de proximité.

Comme solution, l'État nous propose la dématérialisation intégrale et obligatoire, accentuant la fracture sociale par la fracture numérique.

LA CASSE DES SERVICES PUBLICS, ON LA VOIT DEJA :

Dans les transports, ce sont : l'augmentation des prix, la disparition des lignes non rentables, moins de maintenance et de sécurité, des retards, donc le recours aux voitures, autoroutes et taxis... **pour celles et ceux qui en ont les moyens !**

Dans la santé, ce sont : la fermeture de lits, voire de services, l'abandon de certaines spécialités non rentables, des durées d'attente qui s'allongent et des durées d'hospitalisation qui se réduisent, donc le recours aux cliniques, aux spécialistes en libéral et aux soins infirmiers à domicile...
pour celles et ceux qui en ont les moyens !

Dans l'enseignement, ce sont : la fermeture de classes où d'écoles, des classes surchargées, sélection des élèves à l'entrée à l'Université, donc le recours aux commerces de soutien scolaire...
pour celles et ceux qui en ont les moyens !

A l'inspection du travail, ce sont : de moins en moins de réponses aux demandes des salarié-es, des contrôles de moins en moins aux prises avec les besoins du terrain, donc le recours aux conseils juridiques payants... **pour celles et ceux qui en ont les moyens !**

A la justice, ce sont : des tribunaux qui disparaissent, des délais de procédure inadmissibles, des procédures de plus en plus complexes, donc la renonciation à faire valoir ses droits...
sauf pour celles et ceux qui en ont les moyens !

A la Direction Générale des Finances Publiques, ce sera : des attentes plus longues aux guichets, des renseignements de moins bonne qualité, voire plus du tout de renseignements et d'aide, donc le recours dans l'avenir à des conseillers fiscaux...
pour celles et ceux qui en auront les moyens !

Moins de fonctionnaires de la DGFIP, c'est moins de justice fiscale, moins de justice sociale !

Contrairement aux annonces des Ministres, le Prélèvement à la Source, décidé par le gouvernement et voté par le parlement, est une véritable usine à gaz.
Vous êtes aujourd'hui venus chercher de l'aide et des explications concernant ce nouveau mode soi-disant « simplifié » de recouvrement.

Avant de vous recevoir, les agent(e)s du Centre des Finances dont vous dépendez sont rassemblé(e)s afin de protester contre les incessantes suppressions d'emplois qui ne nous permettent plus d'exercer de manière efficace les missions de service public qui vous sont dues.

Ces suppressions vont s'amplifier dans les années à venir, et nous ne serons plus dans la possibilité de vous recevoir, les sites comme celui-ci disparaîtront ou seront fermés au public.

QUAND TOUT SERA PRIVÉ, ON SERA PRIVÉ-ES DE TOUT !

Le privé, c'est fait pour gagner de l'argent : l'argent, c'est à vous qu'on le prend !

Ne jouez pas « à qui perd perd »... Soutenez nos actions, elles sont également les vôtres !

Signez la pétition, alertez vos élus !